

Logements subventionnés réservés aux musulmans au Canada

écrit par Christine Tasin | 8 mars 2019



“Un conseiller municipal de Toronto déclare que les logements subventionnés réservés aux musulmans sont acceptables”

<https://globalnews.ca/news/2187517/toronto-city-councillor-says-muslim-only-subsidized-housing-is-acceptable/?from=groupmessage&isappinstalled=0&fbclid=IwAR3PIjL9vnLdkR7y75-ISKsECngikHUdUWwGJ94pdEX0CUut5V00Q2NK7LE>

On ne s'étonne même pas. Tous les pays immigrationnistes et islamophiles, pardon tous les pays dont les dirigeants sont immigrationnistes et islamophiles en sont là. Ils appellent ça discrimination positive, ils appellent ça lutte contre les exclusions.

En fait il s'agit juste d'appliquer sans le dire la charia qui impose de faire passer les musulmans avant les autres. C'est la meilleure façon qu'on ait jamais trouvée d'engager les non musulmans à se convertir. Ils ont tout à y gagner.

Une fois convertis, ils n'ont plus peur le soir de se faire agresser en rentrant chez eux, ils sont sûrs qu'au moindre

souci avec la police tout le quartier va les cacher, tout brûler pour faire pression sur les politiques, et ils sont sûrs de bénéficier d'avantages en tous lieux, y compris le droit d'obtenir les logements pas cher et bien situés dont tout le monde rêve...

C'est en marche à Toronto. C'est aussi le cas à Paris mais ce n'est pas encore avoué comme cela.

Et pour faire passer la pilule, à Toronto on réserve aussi d'autres immeubles à d'autres groupes, à des chrétiens, à des Chinois...

Bonne chance. On a vu avec les banlieues françaises que les laisser entre eux ça finit mal. On a vu avec les banlieues françaises que les mélanger avec les autres, ça finit mal, aussi... pour les autres.

Communautarisme ou jacobinisme, quoi qu'on fasse, quoi qu'on invente, l'islam n'est pas miscible dans notre pays.

Traduction Google

À SURVEILLER: Un conseiller municipal de Toronto ne voit rien de mal à une politique qui permet d'exclure des non-musulmans d'un immeuble subventionné de la ville. Comme le rapporte Sean O'Shea, la politique – approuvée par le conseil municipal – a suscité l'indignation.

TORONTO – Un conseiller municipal de Toronto a déclaré qu'une disposition autorisant uniquement les musulmans ahmadis à avoir accès à un immeuble à appartements subventionné par la ville n'était pas injuste.

«Nous voulons que les gens vivent dans un environnement adapté à leur culture», a déclaré le conseiller Joe Cressy, du quartier 20, Trinity-Spadina.

«La solution ici ne consiste pas à restreindre la diversité des options en matière de logement, mais à élargir les options en matière de logement pour tous ceux qui en ont besoin.»

Cette semaine, environ 11 000 personnes à la recherche d'un logement subventionné ont été retirées de la liste d'attente à Ahmadiyya Abode of Peace, un immeuble de 14 étages situé sur l'avenue Finch Avenue West. Environ 100 des 166 logements locatifs sont conçus pour un loyer indexé sur le revenu.

Le 1er janvier, la ville de Toronto a signé un accord de cinq ans avec Ahmadiyya. Le conseil municipal a accepté d'établir un mandat visant à limiter la location aux «membres de la Jama'at musulmane».

Austin Lewis, 21 ans, fait partie des destinataires de lettres l'informant que s'il ne fait pas partie du groupe désigné et n'est pas musulman, il ne peut pas rester sur la liste.

LIRE LA SUITE: Un homme de Toronto se voit refuser un logement subventionné parce qu'il n'est pas musulman

“Nous ne vous aimons pas, vous ne pouvez pas partager notre religion, vous ne pouvez pas vivre ici – cela n'a aucun sens”, a déclaré Lewis, handicapé physique et nécessitant l'utilisation d'un fauteuil roulant.

La propriété Ahmadiyya fait partie de celles qui sont accessibles pour ses besoins.

La mère de Lewis est outrée que son fils, entre autres, ait été rayé de la liste.

[...]

Beaucoup ont critiqué l'idée qu'une résidence subventionnée pouvait être réservée aux musulmans, mais ce n'est pas le seul endroit à Toronto qui sélectionne des locataires en fonction de leur religion ou de leur âge.

Le manoir McClintock sur l'avenue Pape est destiné aux «aînés chrétiens».

En vertu du «mandat» adopté par le conseil municipal de Toronto en 2002, huit résidences au total sont destinées à des groupes cibles, y compris des bâtiments abritant des milieux d'origine macédonienne, chinoise, lituanienne et grecque.

Dans une déclaration défendant sa pratique, la ville a déclaré que ces dispositions ne violaient pas les lois sur les droits de l'homme.

«La politique de la Ville en matière de mandat permet aux fournisseurs de logements sociaux de limiter leur logement aux personnes appartenant à un groupe ethnique ou religieux identifiable si des conditions spécifiques sont remplies», lit-on dans le communiqué.

«Le fournisseur de logements doit fournir à la Ville un avis juridique attestant qu'il satisfait aux exigences de l'article 18 du Code des droits de la personne de l'Ontario en fournissant des services et des installations pour aider les membres du groupe ethnique ou religieux identifiable.»

Demander si un bâtiment pouvait être construit par un groupe s'adressant aux résidents blancs, irlandais et catholiques (pour lesquels il n'existe actuellement aucun bâtiment de ce type), par opposition à un logement réservé aux musulmans, le conseiller Cressy, qui était concevable.

«Je me fierais au Code des droits de la personne de l'Ontario pour examiner la liste des critères que nous estimons équitables et équitables – et s'il répondait à ces critères, je serais prêt à l'étudier», a déclaré Cressy.

Environ 90 000 familles de Toronto sont sur des listes d'attente pour un logement subventionné.